

2024



RAPPORT D'ACTIVITÉS

Un an d'action pour plus d'égalité





SOMMAIRE

- | 04 | *2024 : Une année de renouvellement*
- | 07 | *Du nouveau pour nos thématiques d'action*
- | 14 | *Campagne de sensibilisation*
- | 18 | *Publications*

2024

Une année de renouvellement

En 2024, outre nos habituelles actions et campagne, une série de chantiers importants ont occupé l'ensemble du mouvement. En effet, il est important, pour une association comme la nôtre, de pouvoir aussi régulièrement mettre en réflexion notre fonctionnement, nos outils, nos objectifs ou encore le sens de notre travail. Avec un focus sur ce qui nous tient particulièrement à cœur : la démocratie interne.



La gouvernance du mouvement

Celle-ci a été évaluée de manière approfondie avec l'ensemble des instances de notre mouvement. Le point de départ a été la motion votée au Congrès 2023, demandant une évaluation de la réforme des fonctions communautaires, avec l'implication des bureaux régionaux, et une réflexion autour d'une éventuelle co-présidence. L'Organe d'Administration a travaillé à la planification du chantier et réalisé un questionnaire, mis en débat dans les instances régionales et communautaires (bureaux régionaux et centre communautaire). Une synthèse des réponses a été réalisée par la Présidence, présentée et débattue ensuite au sein de l'Organe d'Administration, puis en bureaux régionaux et enfin à l'Assemblée générale d'octobre.

Outiller les professionnels sur l'éducation permanente

Nous avons proposé deux jours de formation à destination de nos travailleurs de terrain sur « L'EP aux EP ». Il nous est en effet apparu nécessaire, suite à des changements conséquents dans nos équipes, de prendre le temps de se former collectivement à l'éducation permanente, sur nos obligations décrétales (et de ce qu'elles impliquent pour chacune de nos régionales) et sur la vision Équipes Populaires de l'éducation permanente. Deux jours de travail intenses et passionnants qui ont mis en lumière une série de nœuds à continuer à travailler (notamment l'enjeu des collaborations avec des institutions type CPAS, Missions Locales, CISP, et la méthode du faire ensemble dans une perspective d'éducation permanente), et outillé grandement nos travailleurs pour la remise de notre rapport d'activités. Nous avons réalisé un carnet à destination des travailleurs des régionales reprenant les grandes lignes du contenu de la session de formation.

Tableau de bord en région

À la demande de l'Organe d'Administration, nous avons travaillé de concert avec les coordinateurs régionaux à la mise en place d'un tableau de bord. L'objectif de l'outil est triple : permettre aux travailleurs en région d'avoir un outil de pilotage de leur régionale, d'avoir une vision sur le déploiement de leur travail de terrain, les thématiques qui émergent, l'état des groupes, etc. ; faciliter la remise du rapport d'activités en proposant un espace virtuel où déposer l'ensemble des informations ; enfin, permettre la mutualisation politique en temps réel.

Écologie populaire

2024 a été l'occasion pour nous de continuer à tirer le fil de l'écologie populaire, de prendre le temps d'utiliser cette grille de lecture et de voir ce qu'il en ressort. Tout d'abord, un carnet reprenant les discussions de notre Congrès 2023 a été édité. Dans celui-ci sont synthétisés le contenu des débats, les points de tension et les points d'accord. Pour chaque thématique sont aussi proposées des pistes pour aller plus loin en animation, en groupe, en mouvement, des questions à se poser ou des choses à faire. Nous avons aussi organisé notre journée d'étude autour du logement et de l'écologie populaire. Dans l'ensemble de nos publications Contrastes, nous trouvons çà et là des références à l'écologie populaire. Dans les régionales aussi l'écologie populaire prend vie, et ce surtout à travers des projets de faire ensemble (voir p. 8).

La montée de l'extrême droite et la décomplexion du racisme

De plus en plus présentes dans la société et dans une certaine partie de nos groupes et projets, les paroles racistes, sexistes, homophobes ne sont ni évidentes à recevoir pour nos équipes de terrain ni simples à déconstruire. C'est pourquoi nous avons décidé de prendre du temps (et nous continuerons à le faire dans les années à venir) lors de nos réunions d'équipe pour déposer ces difficultés, partager les trucs et astuces, analyser le contexte politique et tenter d'aboutir à une stratégie de mouvement sur la question.

La démocratie en région

Il était aussi temps pour nous de se pencher sur notre gouvernance en région. Ce chantier occupera principalement l'année 2025. En 2024, nous l'avons initié avec la réalisation d'un cadastre régional avec nos coordinateurs régionaux. Comment fonctionnent les équipes régionales ? Comment sont-elles constituées, qui les compose ? De quoi décident-elles ? Vers quel modèle souhaiterions-nous tendre ? L'objectif étant d'aboutir à une mise à jour de notre Règlement d'Ordre Intérieur en 2025.

Le faire ensemble cartonne

D'une manière générale, nous constatons que le faire ensemble a le vent en poupe dans notre mouvement. L'ensemble de nos régionales a au moins un groupe ou projet de cet ordre-là. Il y a un vrai travail de créativité, d'inventivité et de politisation qui est réalisé au travers de cette méthode. Elle permet de mener un processus d'éducation permanente avec un public pas forcément habitué des démarches citoyennes et/ou collectives. C'est aussi une manière de faire de l'écologie populaire sur le terrain.



L'art comme moteur de changement

Nous constatons aussi que le médium culturel est très régulièrement utilisé pour « tirer un autre fil » d'une thématique, amener le groupe à voir autre chose, se questionner autrement. En effet, la majorité de nos régionales ont des groupes qui ont souhaité aborder des thématiques par cet angle-là – principalement pour les enjeux du vivre ensemble. À **Bruxelles**, un groupe est allé visiter une exposition à La Fonderie, le musée des égouts et une galerie à Bozar. À **Verviers**, c'est l'expo « Frontières » qui a été visitée pour aborder les enjeux relatifs à la migration, c'est aussi au travers du théâtre-action (*Identités Plurielles* et *les Colibris du logement*) et du chant - avec la *Chorale Militante* - que cela se vit. Le groupe de la *Maison médicale du Laveu* à **Liège-Huy-Waremme** a quant à lui visité l'exposition « Porte-voix » et a vu la pièce de théâtre « Iphigénie à Splott ». Au **Brabant wallon**, c'est le théâtre qui est à l'honneur avec les pièces « Les Grandes Marées », « Frontera » et « Notre Soleil ». Le slam a aussi été utilisé dans un des groupes comme outil de libération de la parole. Le **Luxembourg** a programmé la conférence gesticulée « Dis maman, c'est quoi qu'on mange ? » dans le cadre de la journée du consom'acteur. La régionale de **Namur** a quant à elle plusieurs groupes de théâtre-action qui participent à un festival de théâtre. L'*Atelier BD Logement* a utilisé la Bande Dessinée pour se raconter, raconter de manière accessible les enjeux touchant aux questions d'(in)salubrité du logement. Enfin au **Hainaut Centre**, le

groupe « *Les indignés du canapé* » observe la participation citoyenne et interroge l'engagement à travers le théâtre-action, le spectacle « Les gens de peu » a été programmé pour ouvrir un débat dans le cadre de la plateforme de lutte contre la pauvreté de **La Louvière**, et le groupe *Remue-Manage* aborde l'accès à la culture en créant sa propre exposition.

Quelques victoires

Nos groupes, nos projets, nos actions... ont comme point de départ le désir de poser un regard critique sur le monde, et de faire évoluer la société vers plus d'égalité et de justice sociale. Il arrive que nos combats et nos initiatives aboutissent à des (petites) victoires, comme ce fut le cas plusieurs fois en 2024 :

- Le groupe de Corbigny (**Philippeville**) s'est constitué pour contester l'indexation des loyers de la résidence. La formation, l'information et l'action collective payent : sans certificat PEB, l'indexation n'est pas autorisée, argument qu'a entendu le CPAS concerné et rendu la somme indûment perçue.
- Le groupe de locataires des Coteaux (**Bruxelles**) a aussi obtenu gain de cause auprès de la justice, qui a tranché en leur faveur. Le caractère inédit et historique de ce jugement a été souligné dans un communiqué de presse.
- La victoire autour du décret wallon sur la simplification administrative. Le texte contenait initialement une formulation risquant de renforcer la numérisation des services essentiels. Une mobilisation éclair du secteur associatif à laquelle nous avons participé a permis de rectifier le tir. La victoire a été largement commentée dans la presse.

Du nouveau pour nos thématiques d'action

Afin de coller au mieux au travail de terrain et aux évolutions du monde, nous avons réaménagé nos thématiques d'action dans lesquelles s'inscrivent nos projets et nos groupes. Ces nouvelles thématiques sont au nombre de six et balayent de manière large de nombreux sujets de société.

Consommer et se nourrir au quotidien

Les alternatives de consommation et le «faire ensemble» constituent la colonne vertébrale du travail de terrain dans cette thématique.



| 08 |

Participer à la vie démocratique

Le déploiement de cette thématique d'action a clairement été marqué par le contexte électoral. Avant les élections ce sont plutôt des activités permettant de se saisir des enjeux des élections, avec notamment l'organisation de débats pré-électorales qui a occupé nos régionales. Par la suite, le décryptage des résultats.



| 09 |

Vivre ensemble

La crainte d'un virage antidémocratique généralisé, la polarisation, la libération de la parole ont renforcé la nécessité de travailler les enjeux de vivre ensemble, et ce de différentes manières en fonction du contexte de terrain.



| 10 |

Défendre les droits sociaux

Cette thématique englobe l'ensemble des droits sociaux, autrement dit tant l'accès à la sécurité sociale (chômage, pension, santé...), l'accès à la protection sociale (RIS, GRAPA...) que l'accès aux services publics.



| 11 |

Habiter

La problématique de l'accès au logement et à l'énergie a toujours pris une part importante dans notre travail : la régulation des loyers dans le parc locatif privé, l'accès aux logements publics, la défense de l'habitat léger, la gestion des logements vides, l'accès à l'énergie (se chauffer, s'éclairer...) mais également un regard plus macro sur l'avenir énergétique (avenir du nucléaire, avenir des énergies fossiles...) et le développement des énergies renouvelables.



| 12 |

Maîtriser le numérique

Cette thématique englobe principalement la lutte contre la fracture numérique, les impacts du numérique sur notre système démocratique et sur l'isolement social, les préoccupations liées à l'intelligence artificielle.



| 13 |

Consommer et se nourrir au quotidien



Cette thématique est largement abordée en tirant le fil du faire ensemble avec un accent plus marqué autour des « alternatives » à la consommation.

Citons notamment le **Brabant wallon** où des ateliers produits d'entretien maison permettent à des futures aide-ménagères de l'*AID Val de Senne* de s'appropriier ces enjeux, de même que des ateliers de fabrication de bombes à graines dans le cadre du festival *AlimenTerre* ; à **Liège-Huy-Waremme**, le faire ensemble se vit notamment à travers des ateliers protéines végétales, produits d'entretien et une visite du bois de la Vecquée ; à **Charleroi-Thuin**, c'est avec le *jardin partagé* de **Dampremy** et le groupe *Ras-le-Bol* que l'écologie populaire se vit et se fait ; à **Verviers**, une flopée de groupes utilisent le faire ensemble pour rassembler du monde et affiner ensemble leur compréhension de la société (le *Labo Couture*, *Free&Go Solidaire*, la marche pour le Climat et la Biodiversité de **Malmedy**, les *tricoteuses*...) ; à **Bruxelles**, le groupe *Aumale vit-Aumale leeft* organise notamment des ateliers de bouturage de plantes, la régionale a aussi utilisé un médium plus artistique, celui de la radio et du collage, pour approfondir les réflexions et la démarche d'un de ses groupes ; au **Hainaut occidental**, le *comité de quartier des Augustins* travaille à la création d'une fresque murale et d'une boîte à livres pour le quartier ; à **Namur**, le groupe *Transition* pratique le faire ensemble à travers une donnerie ou encore la réhabilitation de sentiers, le groupe de *Florennes* organise des *Repair'cafés* ; au **Luxembourg** le collectif *Parcours d'Exil* a réalisé une exposition pour témoigner et sensibiliser aux violences vécues durant leur parcours migratoire ; enfin au **Hainaut Centre**, ce sont des *Repair'cafés* qui sont organisés par l'*École de la Rue de Baudour*, qui fait vivre aussi un jardin partagé, le Jardin des Solidarités et le magasin de seconde main « Autre mode de vie ».



Participer à la vie démocratique



2024 a clairement été marquée par les élections. Non seulement dans la préparation de celles-ci avec sur le terrain un foisonnement de débats pré-électoraux et d'animations autour des enjeux des élections, mais aussi un travail d'appropriation de nos revendications (grâce notamment au cahier détachable **13 combats essentiels à nos yeux**, paru dans La Fourmilière de mars-avril). Mais aussi par la suite avec un travail de décryptage des résultats, qu'est-ce qu'ils impliquent pour un mouvement comme le nôtre qui défend des valeurs de solidarité, d'égalité et de démocratie ?



Vivre ensemble



Le contexte de virage à droite, de libération de la parole, d'un racisme décomplexé présent dans les médias et la société en général oriente le travail de cette thématique, et ce à plusieurs niveaux. Dans notre mouvement, la question a été abordée de plusieurs manières.

La première, c'est au travers d'ateliers dont l'objectif est de comprendre le processus (liens entre stéréotypes, préjugés et discrimination), ses conséquences (notamment dans le **Brabant wallon**, au **Luxembourg** et à **Verviers**).

Deuxièmement, en faisant vivre l'expérience du collectif au travers d'activités du type faire ensemble et donc, permettre la déconstruction de stéréotypes et préjugés de manière moins frontale, en regroupant des personnes différentes autour d'un projet commun (*Aumale vit*, le *Tricot citoyen*, le *comité de quartier des Augustins*, Théâtre-action *Identités Plurielles*, etc.).

Troisièmement, sous l'angle de l'action collective avec une série de nouveaux groupes se revendiquant de la démarche antifasciste (notamment à **Charleroi-Thuin** et au **Luxembourg** avec les groupes « antifa »), le collectif des Femmes qui l'Ouvrent du **Luxembourg**...

Nous sentons un grand besoin de travailler ces enjeux d'une manière moins frontale, plus originale. La thématique du genre n'est pas en reste avec un travail conséquent réalisé par les régionales du **Hainaut occidental** et de **Verviers** sur les enjeux spécifiques liés à la communauté LGBTQIA+, un ciné-débat sur le fémonationalisme à **Liège**.

Des groupes en non-mixité choisie ont fait leur apparition (pour aborder les enjeux liés à la communauté LGBTQIA+) tout en restant minoritaires. Ce type de groupe a l'avantage de proposer un cadre sécurisant pour ce public en particulier, nous permettant de toucher un nouveau public.

Enfin une attention particulière a été mise à l'intergénérationnel, afin de rajeunir notre public. Un exemple est le groupe de Nivelles (**Brabant wallon**) qui a organisé une rencontre-débat spécifiquement autour des enjeux et difficultés que posent les différences entre les générations. L'intergénérationnel se vit aussi lors de rencontres inter-groupes, permettant à des groupes différents de se réunir et d'échanger autour d'un enjeu en particulier et de favoriser l'émergence d'un sentiment d'appartenance à la régionale et au mouvement. Ce type de rencontre a été organisé notamment par les régionales de **Liège-Huy-Waremme**, **Bruxelles**, **Hainaut occidental**, **Namur**, **Verviers**, **Hainaut Centre**.



Défendre les droits sociaux



À l'heure actuelle, la sécurité sociale (chômage, pension, santé...), l'accès à la protection sociale (RIS, GRAPA...) et l'accès aux services publics sont mis à mal, tant au niveau du financement que dans le discours qui vit dans la société. C'est un enjeu important pour nos membres et il le deviendra très certainement encore plus à l'avenir. Plusieurs groupes ont travaillé sur la problématique.

L'enjeu est de commencer par comprendre le système, différencier sécurité sociale et protection sociale, que financent les impôts... pour ensuite réfléchir collectivement à des pistes d'amélioration. À titre d'exemple, la régionale de **Namur** anime la section locale du MOC de **Philippeville** autour de l'accès aux droits pour les personnes bénéficiaires du BIM ; la relance des *Pauses-café* à **Bruxelles** pour permettre aux travailleurs sans emploi de se saisir collectivement d'une série d'enjeux qui les concernent (ici, la réduction des allocations de chômage dans le temps) ; la régionale du **Brabant wallon** et son *café citoyen* sur la privatisation des services publics ; le *groupe de Wanfercée-Baulet* (**Charleroi-Thuin**) qui compare le système français avec le nôtre afin de mieux cerner en quoi les différentes approches reflètent les différences de vision en matière de soutien aux citoyens ; le *groupe IFI de Tournai* qui, lui, s'est attardé sur les stéréotypes à l'égard des personnes bénéficiant du système de sécurité sociale (chômeurs, allocataires sociaux) et le lien entre ces stéréotypes et la vision des causes de la pauvreté (responsabilité individuelle vs responsabilité collective).

Le 22 mai de 13h30 à 15h30
à Couvin

CPAS, NE LAISSE PAS TOMBER TES DROITS !

Viens partager ton expérience avec nous à l'espace droit CPAS

Activité gratuite, réservation souhaitée
Equipes Populaires : Giuseppe 0488/476.615
Vie Féminine : Géraldine 0493/698.266

CCC Fleggi

Habiter



En fonction de la réalité de terrain, chaque régionale met en avant des enjeux différents. Néanmoins nous constatons une constante, la problématique spécifique du logement social. Les locataires s'organisent, tant à **Bruxelles** avec les groupes *Auderghem Vaincra* et *Jette*, qu'en **Wallonie** avec le groupe « *Ascenseur* » du **Brabant wallon**, *L'Oiseau Bleu* au **Luxembourg** ou encore le groupe de *Corbigny* (**Philippeville**). Tous ces groupes s'organisent de manière collective pour identifier ensemble les problématiques communes liées à leur habitat (charges, PEB, état du logement, relationnel avec la société de logement, etc.) et changer les choses. Nous constatons aussi que les questionnements autour des logements vides font leur retour, avec les marches du vide au **Luxembourg**. C'est aussi dans cette thématique que nous avons obtenu le plus de victoires concrètes (voir page 6).



Maîtriser le numérique



Cette thématique est récente dans notre mouvement, elle se structure petit à petit selon les besoins et les préoccupations du terrain. Nous nous rendons compte qu'elle prend de l'ampleur, puisqu'en 2024 elle a été travaillée par la quasi-totalité de nos régionales. Parmi les angles identifiés, on peut citer la lutte contre la fracture numérique, échanges sur les impacts sur notre système démocratique, l'isolement social. Notons aussi que les préoccupations liées à l'intelligence artificielle ont fait leur entrée dans une série de régionales. Nous avons par ailleurs entamé un travail de récolte de témoignages relatifs à l'accès (et au non-accès) aux droits pour soutenir une plainte portée par Unia, Lire et Écrire, la Ligue des droits humains et le Service interfédéral de lutte contre la pauvreté, adressée au Comité européen des droits sociaux.



CAMPAGNE DE SENSIBILISATION

Chaque année, nos membres et militants, des citoyens et des citoyennes, choisissent une thématique qui les touche ou les inquiète pour nourrir notre campagne de sensibilisation. Les problèmes liés aux énergies les préoccupent tellement qu'ils ont choisi ce sujet deux années d'affilée, en 2023 et 2024. Estimant que l'énergie n'est pas un bien de consommation comme les autres, ils ont choisi de porter, cette année, une solution concrète pour la rendre accessible à tous.

Sur base de l'expertise apportée par le Rwadé, Réseau wallon pour l'accès durable à l'énergie, ils ont décidé de faire circuler une pétition pour réclamer la création d'un fournisseur public d'énergie, permettant de sensibiliser citoyens et monde politique sur le fait que l'énergie est un bien commun et que le gouvernement devait apporter des solutions durables pour contrer les effets négatifs de la crise de l'énergie. C'est ainsi qu'est née notre campagne : « **Votre fournisseur d'énergie vous gonfle ? Signez notre pétition pour un fournisseur public** ».



Votre
fournisseur d'énergie

VOUS
GONFLE ?



Signez notre pétition
pour un fournisseur public !

Une campagne des Équipes Populaires

CAMPAGNE

L'énergie, une thématique travaillée depuis plusieurs années

Dans le cadre de l'accès aux droits, sujet au cœur des plans de travail de nos régionales, l'énergie est une thématique très abordée par les membres des Équipes Populaires, et ce depuis plusieurs années. En 2023, nous avons mis le doigt sur une partie des causes du dysfonctionnement du marché de l'énergie. C'est pourquoi en 2024, année électorale, les militants des Équipes Populaires ont à nouveau choisi la thématique de l'énergie comme sujet de campagne de sensibilisation.

En partant de leur réflexion selon laquelle **l'accès à l'énergie est nécessaire à l'obtention d'une vie digne**, ils souhaitent une campagne résolument tournée vers l'avenir qui proposait des solutions concrètes pour améliorer le rapport du citoyen et de la fourniture d'énergie et briser le rapport de force déséquilibré entre consommateur et fournisseur d'énergie.

Notre mouvement souhaitait mettre le doigt sur le fait que les petites mesures actuelles sont comme un sparadrap sur une fracture ouverte et que nous avons besoin d'une réflexion profonde, globale et ancrée dans la réalité du citoyen, mais aussi dans le contexte actuel de la sauvegarde de la planète puisque notre plan de travail est regardé, de façon transversale, sous l'angle de l'écologie populaire.

Nos membres ont notamment découvert que 30% des ménages subissent de plein fouet la précarité énergétique et ont du mal à satisfaire leurs besoins élémentaires en énergie. Ils ont surtout été interpellés par ce qu'on appelle la « précarité énergétique cachée », qui se traduit par une facture énergétique anormalement basse et qui signifie que les personnes se privent elles-mêmes de chauffer correctement leur logement.



L'énergie, qui devrait être un bien commun, un droit de base pour assurer une vie digne à chacun, est devenue un simple produit de consommation soumis aux lois du marché, à la spéculation et où le consommateur n'est qu'un payeur. Pour dépasser le constat, nos membres souhaitent **soutenir une revendication concrète**, surtout en cette année électorale.

Pour cela, nous nous sommes intéressés au mémorandum du Rwadé. Le Rwadé, ainsi qu'Énergie Info Wallonie, sont en contact avec la population et en première ligne face aux problèmes rencontrés. Ils produisent régulièrement des notes qui analysent les situations actuelles et qui offrent des perspectives pour l'avenir.

Nous nous sommes aussi tournés vers la CGEE (Coordination Gaz-Électricité-Eau) à Bruxelles pour alimenter nos réflexions. Dans le mémorandum du Rwadé, la solution qui nous a marqués est la proposition de **créer un « Fournisseur Public d'Énergie »**. En effet, nos membres estiment qu'il n'existe pas de relation de confiance entre les fournisseurs d'énergie et les consommateurs. En cause, des factures compliquées et illisibles, des heures d'attente au téléphone pour ne pas recevoir d'aide concrète, l'imposition de compteurs à budget, du démarchage agressif, des plaintes qui n'aboutissent pas... sans oublier de nombreuses pratiques déloyales. Si on ajoute à ça les erreurs sur les factures, les refus de plan de paiement ou encore les petits caractères au dos des contrats qui jouent en défaveur du client, **il y a vraiment de quoi être gonflé, au point d'exploser !**

Un contrat trop beau pour être vrai !

Nos régionales sont allées au contact de la population via des stands de sensibilisation avec une **pétition au format papier et également disponible en ligne**.

La campagne a pu vivre au travers de nos réseaux sociaux, des communiqués de presse et des interviews radio/TV, de la diffusion d'analyses et d'outils (Magazine Contrastes « spécial campagne » / flyer explicatif), ainsi que **d'autocollants** avec un QR code qui renvoie à notre pétition...

Sur nos **stands**, le public a pu découvrir un tout nouveau fournisseur d'électricité qui lui a proposé un contrat un peu spécial, avec des conditions générales loufoques et un peu cachées, et une offre trop belle pour être vraie.

L'occasion de faire passer l'idée que, dans un domaine aussi complexe que l'énergie, les documents donnés par les fournisseurs devraient être clairs, simples et sans mauvaises surprises, afin que s'engager se fasse sans stress. Et que chaque consommateur ait le contrat qui convient le mieux à sa situation personnelle, et non celui qui rapporte le plus aux actionnaires. Ce qui n'est malheureusement pas le cas actuellement.

La proposition des Équipes Populaires ? Que les pouvoirs publics reprennent en main la gestion de ce bien commun, avec la création d'un fournisseur public d'énergie. Tout en tenant compte des nouvelles logiques de marché, l'État pourrait tout à fait décider de reprendre la main sur l'énergie, afin de fournir un vrai service public à la population, plutôt que de maximiser les profits des entreprises de fourniture.

Notre **flyer explicatif** reprenait les points forts d'un fournisseur public d'énergie :

1. Rééquilibrer le rapport de force entre consommateur et fournisseur d'énergie
2. Que chaque citoyen paye le prix juste et que les tarifs et les conditions générales soient transparents
3. Avoir un accès garanti à l'énergie, comme bien commun, et un vrai service public de qualité.

Les personnes intéressées par notre proposition étaient ensuite invitées à **signer une pétition** réclamant un fournisseur public d'énergie. Cette pétition nous permettait de toucher à la fois toutes les personnes se positionnant comme consommateur d'énergie en Belgique, mais aussi le monde politique via la remise de la pétition. Pour promouvoir notre message et notre pétition, nous avons distribué des **ballons de plage** et des **chewing-gums** avec notre slogan et un lien vers la pétition.

Notre campagne s'est aussi offert une étape musicale et festive au **Festival Bitume**, avec notre régionale du Luxembourg. Au programme, concours de la plus grosse bulle de **chewing-gum** et photomaton, mais aussi discussion autour des pratiques déloyales des fournisseurs d'énergie et signature de la pétition.



Un message aussi pour les politiques

Nous voulions que les politiques écoutent notre message, mais aussi que nous puissions entendre leurs contraintes. Ce fut chose faite, puisque la campagne électorale battant son plein, nos militants présents sur les stands de sensibilisation ont pu aller à la rencontre de plusieurs personnalités politiques présentes aussi dans l'espace public. Début avril, nous avons rencontré, en compagnie du Rwadé, le ministre Philippe Henry pour lui parler de ce fournisseur public d'énergie. Des échanges riches et interpellants.

Les médias n'ont évidemment pas été oubliés puisque des communiqués de presse ont été envoyés pour prévenir de nos actions et de nos revendications, et nous avons eu l'occasion de porter notre message aux micros de différents médias locaux. Nous attendons que, suite aux élections, les différentes personnes ressources du gouvernement soient identifiées pour leur porter notre pétition et nos réflexions sur le domaine de l'énergie.

Nous avons pu discuter avec de nombreuses personnes, dont des plus jeunes consommateurs qui n'ont pas connu l'époque où le marché n'était pas encore libéralisé. Ils ont pu ainsi mieux comprendre ce qu'il était possible de réinventer comme fournisseur public. Chaque signature récoltée dans l'espace public est le fruit d'un échange de qualité, d'une discussion profonde, nous sommes heureux d'avoir pu récolter 1200 signatures pour soutenir notre revendication. Cette pétition a accompagné nos militants toute l'année, ils l'ont présentée lors de nombreux événements organisés dans les régionales. Nous devons quand même admettre que si l'ancien gouvernement régional avait évoqué la création d'un fournisseur public, nous n'aurions rien lu qui va dans ce sens dans les propositions du gouvernement actuel. Nous ne pouvons donc pas prévoir si cette belle idée verra le jour en Belgique. Nos membres sont satisfaits d'avoir sensibilisé la population et les politiciens sur le fait qu'une autre façon d'aborder le marché de l'énergie était possible.



PUBLICATIONS

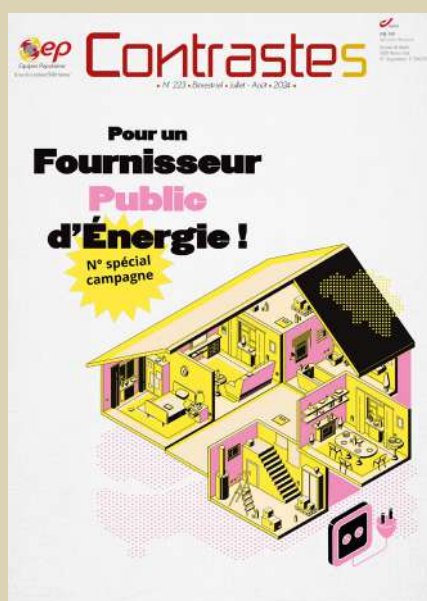
Les Équipes Populaires proposent **trois collections de publications** :

Contrastes - Points de repères (études) - **La Fourmilière** (notre bulletin de liaison)

D'autres publications pédagogiques et didactiques peuvent être proposées en dehors de ces trois collections. En 2024, un outil pédagogique a été réalisé (cf. page suivante). Toutes nos [analyses](#) et [fiches d'animation](#) sont disponibles sur notre site www.equipespopulaires.be

Retrouvez toutes les activités du mouvement dans La Fourmilière (revue disponible au secrétariat), dans Inter'action, la proxiletter des EP ([s'y inscrire sur notre site](#)) et sur [Facebook](#) et [Instagram](#).

REVUE CONTRASTES



CAHIER D'ANIMATION

Élections, démocratie, droite, gauche...

Se situer politiquement

C.A. n°18, 2024

« De toute façon, ce sont toujours les mêmes qu'on voit au gouvernement... », « On ne vit plus en démocratie... », « Ils promettent mais ils ne font rien... » : la méfiance des citoyennes et des citoyens envers les représentants politiques et le fonctionnement des institutions de la démocratie ne cesse d'augmenter d'une élection à l'autre. Pourtant, le désir de démocratie semble plus fort que jamais. C'est au nom de la démocratie que les critiques se multiplient.

Dans le même temps, l'échiquier politique semble moins clair qu'autrefois. Certains ont pu affirmer que la gauche et la droite étaient des concepts périmés. Les partis, au gré d'enjeux nouveaux, se repositionnent, simplifient ou complexifient leurs discours, empruntent des éléments au programme de leurs adversaires. Des nouveaux partis apparaissent. Tout cela crée un climat de confusion.

Ce cahier propose trois animations dont l'objectif est d'aider à mieux se situer par rapport à ces évolutions politiques. Elles peuvent être réalisées successivement ou indépendamment, et modulées selon les publics à rencontrer.

Vous pouvez [télécharger le cahier d'animation](#) ou le commander sur notre [site internet](#).



REVUE LA FOURMILIÈRE



Certaines analyses et fiches d'animation sont publiées également dans *La Fourmilière* : il s'agit de notre bulletin de liaison, qui est inséré dans le bimestriel Contrastes. Nous profitons de ce support privilégié pour publier occasionnellement des analyses qui mettent en valeur le travail produit dans le mouvement et qui donnent à d'autres groupes le goût de l'action.



Un mouvement de citoyen·ne·s
pour construire l'égalité

